



MARCHE DE SERVICES

*CONTRAT D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE, D'EAU CHAUDE SANITAIRE,
DE VENTILATION AINSI QUE DES TRAVAUX ANNEXES*

CONTRAT DE TYPE PF(I) AVEC P3

Règlement de Consultation

Date limite de remise des offres : lundi 12 mai 2025 à 12h00

Objet du document	Règlement de Consultation (R.C.)
Maitre d'Ouvrage	VILLE DE VERETZ Rue Moreau Vincent 37270 VERETZ
Assistant Maîtrise d'Ouvrage	ENERGIO 1 bis, rue d'Entraigues 37000 TOURS

Version	Date	Modifications
V1	10.03.2025	Version initiale



Table des matières

A.	PREAMBULE	3
A.1.	Parties contractantes	3
B.	DISPOSITIONS GENERALES	4
B.1.	Décomposition du marché	4
B.1.1.	Lots	4
B.1.2.	Tranches.....	4
B.1.3.	Phases et durée du marché	4
B.2.	Modalités de financement et de paiement	4
B.3.	Forme juridique de l'attributaire	4
B.4.	Délai de validité des offres	4
B.5.	Options	5
B.5.1.	Variantes.....	5
B.5.2.	Prestation Supplémentaire Éventuelle	5
B.6.	Autres dispositions	5
C.	DOSSIER DE CONSULTATION	6
C.1.	Contenu du dossier de consultation	6
C.2.	Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique	6
C.3.	Modification de détail au dossier de consultation	6
C.4.	Visite des lieux.....	7
D.	PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	8
D.1.	Documents à produire	8
D.1.1.	Contenu de la candidature	8
D.1.2.	Contenu de l'offre	9
D.2.	Compléments à apporter au cahier des charges	9
D.3.	Langue de rédaction des offres.....	10
D.4.	Unité monétaire	10
D.5.	Conditions d'envoi ou de remise des plis	10
E.	JUGEMENT DES CANDIDATURE, DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHE.....	11
E.1.	Critères de sélection des candidatures.....	11
E.2.	Examen des offres	12
E.2.1.	Critères de jugement des offres	12
E.2.2.	Valeur technique de l'offre	13
E.2.3.	Valeur financière de l'offre	14
E.3.	Attribution du marché	14
F.	Elements COMPLEMENTAIRES.....	15
F.1.	Renseignements administratifs & techniques	15
F.2.	Voies et délais de recours.....	15

A. PREAMBULE

Le présent contrat concerne l'exploitation et la maintenance globale des installations de chauffage, d'eau chaude sanitaire (y compris traitement de l'eau) et de ventilation de la **Ville de Veretz**.

Ce marché de type PF(I) + P3 comporte les prestations suivantes :

-  **Tranche ferme (TF) :** P2 (maintenance et exploitation) + P3 (garantie totale)
-  **Tranche optionnelle 1 (TO1) :** P3 travaux programmés (P3.4)

Etabli en application du Code de la commande publique.

Etabli en application du Code de la commande publique.

PROCEDURE DE CONSULTATION UTILISEE :

MARCHE PUBLIC passé en **PROCEDURE ADAPTEE** en application de l'article L.2123-1 du Code de la commande Publique.

NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE :

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est : **Services de réparation et d'entretien de chauffage central (505311100-7 / 50531200-8 / 09135100-5 - Fioul domestique / 09120000-6 Combustible gazeux)**

A.1. Parties contractantes

LE POUVOIR ADJUDICATEUR :

VILLE DE VERETZ
Rue Moreau VINCENT
37270 VERETZ

Représentant légal : Gilles AUGEREAU
Téléphone : 02 47 35 70 00
Mail : mairie@veretz.fr

LE TITULAIRE :

Il s'agit de l'entreprise retenue pour ce marché.

Dès la notification du marché, le représentant légal du **POUVOIR ADJUDICATEUR** désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du **TITULAIRE**, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le **POUVOIR ADJUDICATEUR** en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au **TITULAIRE** dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le **POUVOIR ADJUDICATEUR**.

B. DISPOSITIONS GENERALES

Les installations sont la propriété de la **Ville de VERETZ**.

La liste des installations est détaillée en annexe au C.C.T.P.



B.1. Décomposition du marché

B.1.1. Lots

Compte tenu de l'impossibilité technique de recourir à différents prestataires pour assurer la maintenance des sites, et conformément aux dispositions des articles R.2113-1 à R.2113-3 du Code de la commande publique, le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement.

B.1.2. Tranches

Le marché prévoit les tranches suivantes :

-  **Tranche ferme (TF)** : P2 (maintenance et exploitation) + P3 (garantie totale)
-  **Tranche optionnelle 1 (TO1)** : P3 travaux programmés (P3.4)

La décision d'affermissement de la tranche optionnelle sera précisée dans la notification du **TITULAIRE** du marché.

B.1.3. Phases et durée du marché

Le marché débutera le 01.07.2025 et se terminera le 30.06.2030, soit une durée de 5 ans.

B.2. Modalités de financement et de paiement

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Le paiement sera effectué, conformément à l'article article R2192-10 du Code de la Commande Publique, dans un délai de 30 jours à compter de la date d'arrivée du décompte au **POUVOIR ADJUDICATEUR**.

Le financement est fait sur le budget du **POUVOIR ADJUDICATEUR**.

B.3. Forme juridique de l'attributaire

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le **POUVOIR ADJUDICATEUR** est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du **POUVOIR ADJUDICATEUR** afin d'assurer la sécurité financière du **POUVOIR ADJUDICATEUR** en cas de défaillance de l'un des co-traitants.

Il est interdit aux **CANDIDATS** de présenter plusieurs offres en agissant en qualité de membres de plusieurs groupements.

B.4. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

B.5. Options

B.5.1. Variantes

Le marché ne fait pas l'objet de variante.

B.5.2. Prestation Supplémentaire Éventuelle

Le marché ne comprend pas de prestation supplémentaire éventuelle.

B.6. Autres dispositions

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée.

Le **POUVOIR ADJUDICATEUR** se réserve la possibilité de conclure avec le **TITULAIRE** un marché sans publicité préalable ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires en application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique.

C. DOSSIER DE CONSULTATION

C.1. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :






- Le Règlement de Consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement et ses annexes (documents au format *.x/sx à compléter par le candidat)
 - Annexe 1 : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire pour le P2
 - Annexe 2 : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire pour le P3
 - Annexe 3 : Récapitulatif de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire pour les travaux programmés (TO1)
 - Annexe 4 : Détail des travaux programmés ligne par ligne (TO1)
 - Annexe 5 : Cibles énergétiques et historique de consommation
 - Annexe 6 : Remplacement prévisionnel P3
 - Annexe 7 : Trame de mémoire technique à remplir par le **CANDIDAT**
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes.
 - Annexe 1 : Liste des sites
 - Annexe 2 : Liste du matériel
 - Annexe 3 : Températures et horaires à assurer
 - Annexe 4 : Travaux programmés P3
 - Annexe 5 : Liste des analyses et contrôles
 - Annexe 6 : Liste des compteurs et sous-compteurs à relever

C.2. Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément aux articles R.2132-1 à R.2132-6 du Code de la commande publique, le dossier de consultation peut être téléchargée gratuitement par voie électronique, à l'adresse suivante : <https://webmarche.solaere.recia.fr/>

Il est vivement conseillé aux **CANDIDATS** de s'authentifier sur le site et notamment d'indiquer une adresse courriel permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le **POUVOIR ADJUDICATEUR**, les **CANDIDATS** devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

-  Fichiers compressés au standard *.zip
-  Fichiers de description des pages au standard *.pdf
-  Fichiers bureautique propriétaire de Microsoft *.docx ou *.xlsx
-  Fichiers textes enrichis au standard Rich Text Format *.rtf
-  Le cas échéant, des plans au format *.dwf

Le **CANDIDAT** est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par le **POUVOIR ADJUDICATEUR** fait foi.

C.3. Modification de détail au dossier de consultation





La **Ville de Veretz** se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation.

Les **CANDIDATS** devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

C.4. Visite des lieux

L'offre est remise en parfaite connaissance des sites et matériels à entretenir. La visite des installations est obligatoire pour les sites ci-dessous et conseillé pour l'ensemble des sites.

Le point de rendez-vous pour assurer la visite des installations est celui détaillé ci-dessous :


-  Hôtel de ville
-  Groupe scolaire
-  Gymnase de la Buissonnière
-  Gymnase de la Pidellerie

Correspondant Ville de VERETZ : M Cédric ROSMORDUC


Téléphone : 06 13 59 59 82

Courriel : cedric.rosmorduc@veretz.fr

Les visites obligatoires s'effectueront aux dates suivantes :

 Le mercredi 23 avril 2025 à 9h30

OU

 Le mercredi 30 avril 2025 à 9h30

Les candidats devront se rendre à l'heure indiquée à la mairie de la ville.

La visite des lieux devra avoir lieu au plus tard 7 jours avant la date de remise des offres.

D. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

D.1. Documents à produire

D.1.1. Contenu de la candidature

Conformément aux articles R.2142-3 à R.2142-4, R.2143-3 et R.2143-16 ainsi que les articles R.2143-11 à R.2143-12 du Code de la commande publique, la candidature devra comporter :

- DC 1 (lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants)
- DC 2 (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement) : attestation sur l'honneur (ou DC1) en application des articles R.2142-3 à R.2142-4, R.2143-3 et R.2143-16 du Code de la commande publique et des articles L.2141-1 à L.2141.5, L.2341-1 ainsi que les articles L.2141-7 à L.2141-11 et L.2341-5 du Code de la commande publique
- Conformément à la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et la directive 2014/25/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à la passation de marchés par des entités opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux ainsi que du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics (Décret MP), **les acheteurs ont l'obligation de recevoir un DUME transmis par voie électronique (eDUME) à partir du 1er avril 2017 pour les centrales d'achat et du 1er avril 2018 pour tous les autres acheteurs, indépendamment du montant du marché concerné, les autres modes de candidature demeurant malgré tout utilisables.** Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus aux articles R.2142-1 à R.2142-2, R.2142-5 à R.2143-14, R.2142-25 ainsi que les articles R.2143-11 à R.2143-12 du Code de la commande publique ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Les attestations d'assurance en cours de validité

Enfin, selon les dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le **POUVOIR ADJUDICATEUR** accepte que les **CANDIDATS** présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3.

Les candidats peuvent constituer ou réutiliser un DUME dans sa version électronique via l'une des url suivantes : <https://ec.europa.eu/tools/espd/> OU <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Il est précisé que le **POUVOIR ADJUDICATEUR** n'autorise pas les **CANDIDATS** à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Service DUME :

Cette consultation est éligible au dispositif 'Service DUME' (ex-MPS - Marché Public Simplifié) accessible sur l'url suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>

Par ce dispositif, les **CANDIDATS** postuleront à la consultation par le biais d'un DUME (Document Unique de Marché Européen). Ce DUME sera pré-rempli sur la base du seul numéro SIRET et permettra de :

- 🌿 Bénéficier d'une reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux) ;
- 🌿 Bénéficier d'une reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaires global ;
- 🌿 D'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS).

Les autres informations éventuelles devront être complétées.

Attention, les **CANDIDATS** devront joindre leur offre technique et commerciale ainsi que les documents de la candidature qui ne seraient pas dans le formulaire DUME.

Conformément aux dispositions des articles R.2142-3 à R.2142-4, R.2143-3 et R.2143-16 ainsi que les articles R.2143-11 à R.2143-12 du Code de la commande publique, un opérateur économique peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs. Le **CANDIDAT** produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le **POUVOIR ADJUDICATEUR**. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le **POUVOIR ADJUDICATEUR** peut décider de demander à tous les **CANDIDATS** concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai approprié et identique pour tous. Les autres **CANDIDATS** qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

D.1.2. Contenu de l'offre

L'offre comprendra les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes (document au format *.x/sx à remplir par le **CANDIDAT** et mémoire technique)

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en sus de l'annexe : (DC4)

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le C.C.A.P. et les documents remis par le **POUVOIR ADJUDICATEUR**, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents retenus par le **POUVOIR ADJUDICATEUR** font foi. Il est rappelé que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de tous les documents contractuels.

D.2. Compléments à apporter au cahier des charges

Les **CANDIDATS** n'ont pas à apporter de complément au cahier des charges.

D.3. Langue de rédaction des offres

Les offres doivent être rédigées en langue française.

D.4. Unité monétaire

Le marché sera conclu dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

D.5. Conditions d'envoi ou de remise des plis

A compter du 1^{er} octobre 2018, pour les marchés publics de plus de 25 000 € H.T., l'article R.2131-7 du Code de la commande publique impose la remise des offres par voie électronique. La remise des offres sous format papier (hormis pour la copie de sauvegarde) n'est plus autorisée pour ces marchés.

La transmission des offres par voie électronique est autorisée via le site : <https://webmarche.solaere.recia.fr/>

Formats de fichiers acceptés :

En cas de transmission de réponse par voie électronique, les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants, sous peine d'irrecevabilité de l'offre :

- 📎 Fichiers compressés au standard *.zip
- 📎 Fichiers de description des pages au standard *.pdf
- 📎 Fichiers bureautique propriétaire de Microsoft *.docx ou *.xlsx
- 📎 Fichiers textes enrichis au standard Rich Text Format *.rtf
- 📎 Le cas échéant, des plans au format *.dwf

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le **CANDIDAT** concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Il appartient au **CANDIDAT** de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et de s'assurer que les fichiers remis sont exempts de virus connus. Les documents devant être signés doivent, s'ils sont remis sous forme électronique, être signés à l'aide d'un certificat de signature conforme au référentiel intersectoriel de sécurité.

Copie de sauvegarde :

Les **CANDIDATS** conservent la possibilité de transmettre, en parallèle à leur offre envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde sous forme papier ou sur support physique (clé USB). Cette copie doit également parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures. L'enveloppe d'envoi doit comporter la mention lisible « Copie de sauvegarde »

La copie de sauvegarde sera ouverte dans les 4 cas suivants :

- Lorsque dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique un programme informatique malveillant (ou « virus ») est détecté par le **POUVOIR ADJUDICATEUR**
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique mais n'est pas parvenue au **POUVOIR ADJUDICATEUR** dans les délais de dépôt des candidatures et des offres (aléas de transmission)
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'a pas pu être ouverte par le **POUVOIR ADJUDICATEUR**
- Si l'offre a été transmise mais est parvenue hors délais ou n'a pu être ouverte, la copie de sauvegarde peut être ouverte si elle est parvenue dans les délais.

Si l'offre n'a pas été transmise, la copie de sauvegarde ne peut être ouverte.

Si l'acheteur public ouvre la copie de sauvegarde, le document électronique ne sera pas utilisé : la copie de sauvegarde se substituera au document initial.

Signature :

Les documents devant impérativement comporter la signature électronique sont les suivants :







- **Au niveau de la candidature :**
 - Lettre de candidature ou DC1 et l'attestation sur l'honneur ou DC1 (en cas de groupement, cette dernière doit être signée électroniquement par tous les membres du groupement).
Les candidatures électroniques seront analysées conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique, si le **POUVOIR ADJUDICATEUR** constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, ce dernier pourra demander à tous les **CANDIDATS** concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.
- **Au niveau de l'offre :**
 - L'acte d'engagement et ses annexes
Annexe 1 : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire pour le P2
Annexe 2 : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire pour le P3
Annexe 3 : Récapitulatif de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire pour les travaux programmés (TO1)
Annexe 4 : Détail des travaux programmés ligne par ligne (TO1)
Annexe 5 : Cibles énergétiques et historique de consommation
Annexe 6 : Remplacement prévisionnel P3
Annexe 7 : Trame de mémoire technique à remplir par le **CANDIDAT**
 - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes.
Annexe 1 : Liste des sites
Annexe 2 : Liste du matériel
Annexe 3 : Températures et horaires à assurer
Annexe 4 : Travaux programmés P3
Annexe 5 : Liste des analyses et contrôles
Annexe 6 : Liste des compteurs et sous-compteurs à relever

L'absence de signature électronique ou le fait que la signature électronique sur ces documents électroniques ne soit pas valide, conduira à rejeter l'offre. En aucun cas la copie de sauvegarde ne sera ouverte pour ce motif, puisque la transmission électronique s'est déroulée avec succès.

E. JUGEMENT DES CANDIDATURE, DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHÉ

E.1. Critères de sélection des candidatures

Les offres seront examinées sur les points suivants :

-  Recevabilité des candidatures
-  Conformité des pièces demandées conformément aux articles R.2143-5 à R.2143-15 du Code de la commande publique
-  Examen des candidatures
-  Compétences techniques requises pour l'exécution du marché
-  Capacités techniques et financières
-  Références professionnelles des **CANDIDATS**

Il n'est pas fixé de nombre maximum de candidatures retenues pour présenter une offre.

E.2. Examen des offres

Conformément aux dispositions des articles R.2152-1 à R.2152-2 du Code de la commande publique, le **POUVOIR ADJUDICATEUR** vérifie que les offres remises dans les délais sont régulières, acceptables et appropriées.

Offre irrégulière :

Offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre inacceptable :

Offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Une offre inappropriée :

Offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulées dans les documents de la consultation.

Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

A défaut de régularisation dans le délai indiqué, les offres qui demeurent irrégulières sont éliminées. La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres.

E.2.1. Critères de jugement des offres

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions prévues aux articles R.2152-6 à R.2152-9 ainsi qu'aux articles R.2152-11 à R.2152-12 du Code de la commande publique.

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100. Le candidat ayant obtenu la note maximale sera classé premier. La notation sera décomposée au moyen des critères énoncés ci-dessous.

E.2.2. Valeur technique de l'offre

Les dispositions techniques seront jugées sur **60 points**, selon les critères détaillés ci-dessous.

CRITERE DE JUGEMENT	PONDÉRATION
VALEUR TECHNIQUE DE L'OFFRE	60
Moyens techniques et humains pour l'entretien et l'astreinte <ul style="list-style-type: none"> Outil GMAO & extranet Équipe dédiée, personnel encadrant Équipe dédiée personnel technique Centre d'appel, procédure en heures ouvrées et lors de l'astreinte 	20
Optimisation énergétique	5
Travaux prévus au titre de la garantie totale <ul style="list-style-type: none"> Remplacements de matériels proposés Détail des années de réalisation Détail des travaux proposés et des prix pratiqués 	15
Nombre d'heures prévues pour l'entretien et cohérence des prix <ul style="list-style-type: none"> Entretien courant Astreinte Responsable d'exploitation Secrétariat Cohérence des prix et nombre d'heures 	20

Pour les critères qualitatifs, le barème suivant sera appliqué (coefficients appliqués à la note maximale) :

JUGEMENT	DETAIL	COEFFICIENT
Excellent	Exhaustivité et très bonne compréhension du contexte, des objectifs et des enjeux, Pertinence et pérennité des solutions techniques et/ou organisationnelles, Simplicité et lisibilité des engagements sur le niveau de qualité. Au-delà de nos attentes	1
Très performant	Exhaustivité et bonne compréhension du contexte, des objectifs et des enjeux, Pertinence et pérennité des solutions techniques et/ou organisationnelles, Simplicité et lisibilité des engagements sur le niveau de qualité	0,9
Performant	Bonne compréhension du contexte, des objectifs et des enjeux, Pertinence des solutions techniques et/ou organisationnelles Engagements sur le niveau de qualité	0,8
Très satisfaisant	Prise en compte du contexte, des objectifs et des enjeux, Pertinence des solutions techniques et/ou organisationnelles	0,7
Satisfaisant	Prise en compte du contexte, des objectifs et des enjeux, Solutions techniques et organisationnelles correctes	0,6
Acceptable	Prise en compte du contexte, des objectifs et des enjeux, Solutions techniques et organisationnelles évoquées mais manque de précision	0,5
Moyen	Prise en compte du contexte, des objectifs et des enjeux Aucune précision sur les solutions techniques et organisationnelles	0,4
Passable	Solutions techniques et organisationnelles correctes	0,3

JUGEMENT	DETAIL	COEFFICIENT
Faible	Solutions techniques et organisationnelles simplement évoquées	0,2
Insuffisant	Pas de précisions.	0




NOTA : il est demandé aux **CANDIDATS** de répondre dans le mémoire technique avec une police de type Calibri de taille 11. Le respect du cadre de réponse pour le mémoire technique sera valorisé jusqu'à hauteur de **1 point**.

E.2.3. Valeur financière de l'offre

Concernant le prix, la note de **40 points** sera attribuée à l'offre la plus basse. Les autres offres seront notées à partir de la formule suivante :

$$Note\ prix = 40 \left(0,6 \frac{Offre\ moins\ disante\ P2}{Offre\ du\ candidat\ P2} + 0,3 \frac{Offre\ moins\ disante\ P3}{Offre\ du\ candidat\ P3} + 0,10 \frac{FGb\ moins\ disant}{FGb\ du\ candidat} \right)$$

Pour rappel, les différents termes utilisés dans cette formule correspondent à :

-  P2 : Montant total H.T. du P2 sur l'ensemble de la durée du marché
-  P3 : Montant total H.T. du P3 sur l'ensemble de la durée du marché
-  Fgb : Coefficient *Frais généraux et bénéfices* mentionnés dans l'acte d'engagement

Dans tous les cas s'il y a une discordance dans une offre entre le montant porté à l'acte d'engagement et celui porté sur les annexes à l'acte d'engagement, seul le montant porté à l'acte d'engagement prévaudra et fera foi. Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans les annexes à l'acte d'engagement, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation. Seules les annexes à l'acte d'engagement peuvent être mises en conformité avec l'acte d'engagement.

En cas d'égalité de points, l'offre la plus performante en efficacité énergétique sera retenue.

E.3. Attribution du marché

La réglementation ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer son offre. Toutefois, la signature de l'offre du **CANDIDAT** attributaire devra impérativement intervenir au plus tard à l'attribution du marché.

Le **CANDIDAT** retenu est informé que l'attribution définitive du marché reste subordonnée à la remise des documents ou certificats délivrés par les administrations et les organismes compétents, conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique, dans un délai de 5 jours à compter de la demande formulée par le pouvoir adjudicateur.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du **CANDIDAT** attributaire sera rejetée et sera éliminée. Le **CANDIDAT** suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

F. ELEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les **CANDIDATS** devront s'adresser aux personnes compétentes définies par le **POUVOIR ADJUDICATEUR**.

F.1. Renseignements administratifs & techniques

Il est rappelé que l'ensemble des échanges et questionnements administratifs et techniques devront être réalisés au travers de la plateforme de dématérialisation, dans un souci d'équité entre les CANDIDATS.

F.2. Voies et délais de recours

Tout litige survenant lors de l'application du présent marché et qui ne pourraient être réglés à l'amiable entre les parties, le sera par voie d'expertise.

L'expert sera désigné d'un commun accord et proposera son arbitrage dans les 20 jours suivant sa mission lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans le cas où l'une des parties contesterait le résultat de l'expertise, la juridiction compétente pour trancher en dernier ressort, sera le Tribunal Administratif dont dépend le siège du **POUVOIR ADJUDICATEUR**, saisi dans les huit jours suivant la réception du rapport de l'expert, sur l'initiative de la partie qui serait en désaccord avec ses conclusions. Faute de saisie du tribunal dans ce délai, le rapport de l'expert est réputé avoir recueilli l'agrément des parties.

Tribunal Administratif à saisir :

Tribunal Administratif d'Orléans
28 rue Bretonnerie
45057 ORLEANS
Tel : 02 38 77 59 00
Mail : greffe.ta-orleans@juradm.fr